

Service environnement - Services vétérinaires
22 Avenue Doyen Louis Weil
38028 Grenoble Cedex 1

Grenoble, le 20/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PISCICULTURE DE LA SONE

RUE DE L'ANCIEN PONT
38840 LA SONE

Références : DDPP38 2025 02912
Code AIOT : 0053800787

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement PISCICULTURE DE LA SONE implanté RUE DE L'ANCIEN PONT 38840 LA SONE. L'inspection a été annoncée le 12/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PISCICULTURE DE LA SONE
- RUE DE L'ANCIEN PONT 38840 LA SONE
- Code AIOT : 0053800787
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La pisciculture de la Sône a été reprise au 1^{er} juillet 2024 par M. Paol directeur de la pisciculture SAS Marin d'eau douce basée à St Jean en Royan (26) suite au départ en retraite de l'ancien exploitant M. Margerit. Elle est gérée sur place par M. Bourbat, unique salarié du site. Elle est autorisée à exploiter par l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2012 - pour une capacité de production de 40 T de poissons par an. La pisciculture n'achète aucun poisson ou alevin pour sa production, tous les animaux naissent sur l'élevage. Les poissons sont tous vendus vivants et à tout âge, majoritairement à des restaurateurs locaux et à des sociétés de pêche (il n'y a plus de vente aux particuliers depuis le changement d'exploitant). La production du site a évolué : c'est aujourd'hui principalement de la reproduction avec des alevins et des reproducteurs réformés. A ce jour, l'élevage ne connaît pas de problème sanitaire. La production se fait en agriculture biologique.

La pisciculture est alimentée par 3 sources (1 source principale d'un débit de 150 L/seconde en période d'étiage à 300 L/s et 2 autres sources plus petites de 10 L/s et 50 L/s) alimentant la totalité de l'élevage. Elles s'écoulent gravitairement à travers la pisciculture. La température est constante toute l'année vers 12°C. L'exploitant adapte sa production au débit des sources afin de ne pas risquer de compromettre l'état sanitaire de son élevage. Le débit important de la source principale permet d'avoir une eau dont la qualité est satisfaisante. L'eau passant par les bassins de la pisciculture est rejetée au milieu en deux points principaux (sortie « jardin » et sortie « canal ») puis un point unique à l'Isère dont le débit dépasse 200 m³/s.

La pisciculture est ouverte 5 jours/semaine. Le week-end et jours fériés, l'astreinte est assurée par du personnel de la SAS Marin d'eau douce. La pisciculture n'effectue plus de vente directe aux particuliers pour éviter tout risque sanitaire. Tout l'élevage est en production biologique. La production permet d'obtenir 3 bandes/an (novembre, mai et juillet) et produit 1,5 à 2 millions d'œufs/bandes. Les œufs sont ensuite utilisés soit directement sur site pour la production soit vendus à une clientèle spécialisée. Les poissons de la pisciculture de la Sône sont également utilisés pour ré-empoissonner la pisciculture de la Drôme ou alimenter leur atelier de transformation.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Qualité des rejets - pH	Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 9.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 12.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
9	Programme de surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 16	Demande d'action corrective	Immédiat

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Qualité des rejets – VLE	Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 9.2.5	Sans objet
4	Suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 9.4.1	Sans objet
5	Gestion des cadavres	Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 9.5	Sans objet
6	Gestion de l'élevage en aval	Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 10,2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien entretenu. Il subsiste des non-conformités auxquelles l'exploitant peut rapidement remédier. Ces non-conformités concernent notamment le risque incendie, le suivi des installations électriques du site et les rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Tonnage de production
Prescription contrôlée : Le siège social de la Pisciculture de la Sône est situé « Rue de l'Ancien Pont - 38840 LA SONE ». Monsieur Paul MARGERIT est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter un élevage piscicole sur la commune de la Sône en Isère dont la capacité de production annuelle maximale peut s'élever à 40 tonnes de salmonidés.
Constats : Le nouvel exploitant a repris l'exploitation de la pisciculture depuis 10 mois et M. Bourbat, responsable du site, est arrivé sur le site en septembre 2024. Un donner acte du 13 décembre 2024 acte de ce changement d'exploitant. Le site dispose de 13 bassins de grossissement, 5 bassins de stockage avant départ des poissons (vente) et de 25 bassins plus petits pour l'alevinage. Le site dispose également d'une salle d'incubation. Les reproducteurs sont mis en réforme au bout de 36 à 40 mois. Trois bandes sont effectuées par an. Non conforme : L'exploitant souhaite rester dans les limites de la production autorisée de 40 tonnes/an. Chaque semaine, le responsable du site enregistre le stock en place. Ce stock varie de 7 à 13 tonnes (7 tonne la semaine 20 de 2025 et 13 tonnes la semaine 40 en 2024). Cependant, l'exploitant n'effectue pas de synthèse a minima mensuelle pour quantifier le respect des 40 tonnes /an de production.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un registre permettant d'évaluer la production annuelle du site doit être mis en place. Les données hebdomadaires déjà relevées par le responsable, peuvent a minima être compilées pour avoir une synthèse mensuelle puis annuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Qualité des rejets - pH

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure du pH des effluents rejetés
Prescription contrôlée : L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5,5 et 8,5.
Constats : Non conforme : Le pH n'est pas mesuré par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Conformément à l'article 24 de l'arrêté ministériel du 1 ^{er} avril 2008, « l'exploitant met en place un

programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à [l'article 15](#) sont ou risquent d'être dépassées. ». L'article 15-2 mentionne : « l'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5,5 et 8,5 »

L'exploitant doit donc préciser à l'inspection la fréquence à laquelle le pH des eaux rejetées de la pisciculture doit être contrôlé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Qualité des rejets – VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 9.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Concentration des VLE

Prescription contrôlée :

Dans le cours d'eau récepteur, en moyenne sur 24 heures, la différence de concentration des différents paramètres (MES, NH₄⁺, NO₂⁻, PO₄³⁻ et DBO₅), et tous autres paramètres fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet est compatible avec les objectifs de bon état écologique du cours d'eau récepteur, les recommandations du SDAGE et la vocation piscicole du milieu.

Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES, NH₄⁺, NO₂⁻, PO₄³⁻ et DBO₅ ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) :

- MES (matières en suspension) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 15 mg/l ;
- NH₄⁺ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures (NH₄⁺) ne dépasse pas 0,5 mg/l sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids (lorsque la température est inférieure à 14°C) pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 mg/l ;
- NO₂⁻ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,3 mg/l ;
- PO₄³⁻ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,5 mg/l ;
- DBO₅ (demande biologique en oxygène) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 5 mg/l.

Constats :

Conforme :

Le contrôle annuel fait par le laboratoire indépendant porte sur les paramètres : débit, température, NH₄⁺, NO₂⁻, PO₄⁻, MES et DBO₅.

Les mesures sont effectuées sur 5 points de prélèvements déterminés par l'exploitant (cf. dossier d'autorisation) :

- - à la source,
- - en aval des bassins « P »,
- - dans le canal de rejet principal (jardin),
- - en aval du rejet sur l'Isère
- - à 100 m en aval du point de rejet sur l'Isère.

Deux prélèvements sont faits à 4 heures d'intervalle (canal des bassins « P » et rejet jardin et sur l'Isère.

Les valeurs limites d'émissions des mesures du 17 avril 2024 sont conformes. Un nouveau contrôle

doit être fait en 2025.

Remarque :

Les analyses annuelles ne sont pas effectuées sur 24h mais sur trois échantillons prélevés à 4h d'intervalle. Cette méthode n'est donc pas conforme à l'arrêté ministériel et préfectoral mais a été validée pendant l'instruction du dossier d'autorisation et par le ministère de l'environnement dans le plan de progrès relatif aux piscicultures datant du mois de septembre 2017.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Suivi des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 9.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Tenue d'un registre

Prescription contrôlée :

L'exploitant teint à jour un registre du suivi des déchets produits par l'exploitation (identification, quantité, filière de traitement, entreprise de traitement...)

Constats :

Conforme :

Le site produit peu de déchets. Ces derniers (sacs, équarrissage, poubelles) sont relevés tous les week-end par les personnes d'astreintes du site de St Jean en Royans.

Les déchets sont repris par les filières spécialisées sur le site de St Jean.

Commentaire :

L'exploitant pourrait peser le poids des poissons morts au départ de la pisciculture de la Sône afin d'identifier la quantité mise à l'équarrissage sur ce site spécifiquement.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Gestion des cadavres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 9.5

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets

Prescription contrôlée :

Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

Constats :

Conforme :

La pisciculture connaît une faible mortalité. Les poissons morts sont stockés dans un congélateur avant d'être pris en charge par l'équarrissage à la SAS marin d'eau douce. Ils sont transportés dans des sacs étanches par les techniciens qui passent surveiller la pisciculture le week-end.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion de l'élevage en aval

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 10,2
Thème(s) : Risques chroniques, Grille de rétention
Prescription contrôlée : La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres.
Constats : Conforme : Une grille est positionnée en aval des bassins pour retenir les poissons.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 12.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Poteau incendie
Prescription contrôlée : La défense incendie est assurée par un débit minimal de 60 m ³ /hr, en fonctionnement simultané de tous les poteaux d'incendies nécessaires et hors des besoins ordinaires de l'établissement (process, sanitaires, robinets d'incendies armés, etc.) avec un minimum de 60 m ³ /hr par poteau public ou privé dont un est implanté à 100 mètres au plus du risque. [...]
Constats : Non conforme : Le site dispose d'un unique extincteur dont le dernier contrôle date de décembre 2023. Aucun contrôle n'a été fait en 2024 ni 2025. Le responsable du site ne sait pas où se trouve le poteau incendie et ne connaît pas son débit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'extincteur doit être contrôlé tous les ans. Le poteau incendie doit être localisé et son débit connu par l'exploitant. L'exploitant devra se renseigner auprès de la commune.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées annuellement par un technicien

compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Non conforme : Les installations électriques n'ont pas été contrôlées en 2025. L'exploitant ne retrouve pas le rapport du dernier contrôle électrique du précédent exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les installations électriques doivent être contrôlées tous les ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Programme de surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences des analyses
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 9.2.5 sont ou risquent d'être dépassées. Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH4+) et du paramètre nitrites (NO2-). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées. Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 9.2.5 entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée de la façon suivante : - la première année de fonctionnement : 2 analyses sur 24 hrs: - 1 en période de fortes eaux (trimestre mars-mai) - 1 en période de basses eaux (trimestre juillet-septembre) A partir de la deuxième année de fonctionnement : 1 analyses sur 24hrs. NB : les résultats d'analyses obtenus la première année, devraient permettre de cibler la période où le milieu récepteur est le plus sensible. Si la première année, les résultats d'analyses respectent les normes réglementaires de rejets, alors pour les années suivantes, la période d'analyse annuelle pourra être fixée par l'exploitant après concertation avec les services d'inspection.
Constats :

Conforme :

L'exploitant effectue des analyses sur 24h une fois par an par un laboratoire indépendant. Le dernier contrôle du laboratoire date du 17 avril 2024. Une nouvelle analyse sur les paramètres mentionnés à l'article 9.2.5 doit être effectuée en 2025 par un laboratoire .

Les auto-contrôles sont réalisés par l'exploitant 1 fois par mois et tous les 15 jours en période d'étiage.

Non conforme :

Les auto-contrôles sont effectués sur le paramètre NH₄⁺ exclusivement par l'exploitant. Il n'y a pas de mesures faites sur le SO₂.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mesurer le SO₂⁻ dans le cadre des auto-contrôles à la même fréquence que le NH₄⁺.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : Immédiat